

**PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COLLEGE NEUF ET DE
REHABILITATION DU COLLEGE DU PARMELAN**

GROISY

**Dossier de présentation du projet
dans le cadre d'une demande
d'examen au cas par cas**

Le Président
Martial SADDIER

DGA DDAD Direction Bâtiments et Moyens (DBM) Service Programmation & AMO	Version	Date	Rédaction : Z.SABY / T.DESPERTS
	1	Mai 2023	Validation : F. BRANEYRE

AVANT-PROPOS

Le Département de la Haute-Savoie, collectivité locale de 3 000 agents, est un acteur essentiel dans les domaines de l'action sociale, du développement du territoire et du développement durable, de la culture et de l'éducation, du transport et des routes,...

Au sein du Département, la Direction des Bâtiments a pour missions la conception, la programmation, et la construction de nouvelles infrastructures et équipements publics, au service des collectivités et des habitants, notamment les collèges, et assure également la maintenance et la gestion des sites appartenant au Département.

Face aux défis environnementaux actuels et futurs, le Département s'est engagé à limiter l'impact environnemental de ses projets d'aménagement, en développant de manière systématique :

- L'intégration des bâtiments dans leur environnement en favorisant une implantation bioclimatique et en privilégiant le recours au bois comme mode constructif, ainsi que l'utilisation de matériaux biosourcés.
- L'optimisation de la gestion de l'énergie visant à construire des bâtiments à Hautes Performances Environnementales, plus économes en énergie et moins polluants,
- L'optimisation de la gestion de l'eau et des déchets, en intégrant à tout projet la désimperméabilisation des sols et la mise en place de dispositif de gestion intégrée et de recyclage des eaux pluviales, permettant de favoriser l'infiltration à la parcelle et de limiter les rejets au milieu superficiel extérieur (fossés, cours d'eau,...).

Le projet faisant l'objet du présent document concerne la construction d'un Collège neuf et la réhabilitation du collège existant du Parmelan sur la commune de GROISY.

L'emprise foncière de l'ensemble des terrains appartenant au Département est de 4.57 ha :

- 2.1 ha étant déjà construits et occupés par le collège existant du Parmelan et par la salle multisports communale,
- **2.5 ha étant destinés au présent projet**, comprenant la construction du nouveau collège et la construction de la nouvelle demi-pension et d'un plateau sportif, à l'emplacement du stade existant.

La surface du projet étant supérieure à 1ha, celui-ci fera l'objet d'une déclaration au titre du Code de l'environnement/ Loi sur l'eau - IOTA - 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

D'autre part, la surface de plancher créée étant comprise entre 10 000m² et 40 000m², le projet devra également faire l'objet d'une demande d'examen au cas par cas conformément à la réglementation en vigueur.

Dans ce contexte, le Conseil Départemental de la Haute-Savoie a souhaité solliciter l'autorité compétente, dans le cadre d'une soumission volontaire à examen au cas de par cas de son projet, au titre du III de l'article R.122-2-1 du Code de l'Environnement.

Ce document, annexé à la demande d'examen au cas par cas, vise ainsi à décrire les caractéristiques du projet, à présenter un état des lieux du site d'implantation projeté et à présenter les mesures compensatoires envisagées afin de réduire l'impact du projet sur l'environnement.

1 RESUME NON TECHNIQUE

Ce chapitre a pour objectif de présenter les impacts potentiels des activités sur l'environnement, ainsi que les mesures de prévention qui seront mises en place.

1.1 Descriptif sommaire du projet

Dans un contexte de forte augmentation des effectifs scolaires sur le secteur, il a été décidé la construction d'un nouveau Collège sur la commune de GROISY. Afin de mutualiser la nouvelle demi-pension ainsi que les équipements sportifs et de rationaliser le fonctionnement global des établissements, le nouveau collège sera implanté à proximité du collège du Parmelan existant. Le collège du Parmelan ne répondant plus aux exigences environnementales et aux besoins pédagogiques sera entièrement restructuré et réhabilité intérieurement (les bâtiments existants seront conservés sans démolition ni nouvelle construction).

Capacité totale d'accueil à terme : 1 560 élèves (2 x 26 divisions) + 165 (enseignants + administration + personnel de service et de maintenance) = **1 725 personnes au total**

Emprise foncière totale du site : 4.6 ha (englobant les bâtiments existants)

Assiette du projet neuf (tènement) : 2.5 ha (nouveau collège, nouvelle demi-pension et aires extérieures aménagées)

1.2 Sensibilité environnementale du secteur d'implantation

Le nouveau collège sera implanté à l'ouest du stade existant, qui sera réhabilité en vue d'accueillir la nouvelle demi-pension ainsi que le nouveau plateau sportif. Ces nouvelles structures seront situées à l'écart des habitations existantes, sur la partie du site bordant l'autoroute A410.

La construction du nouveau collège sera réalisée sur des parcelles classées en zonage UE du PLU, dont la vocation (secteur d'accueil des équipements publics ou d'intérêt collectif structurants) est compatible avec le projet.

Par ailleurs, le site ne se trouve pas dans le périmètre d'un site naturel protégé (ZNIEFF, Natura 2000, réserve naturelle, ...), ni dans le périmètre d'un bâtiment classé ou d'un site inscrit. Le site se situe également hors des zones d'aléas référencées par la carte communale des aléas naturels (2006).

Du point de vue de l'hydrologie, le milieu récepteur des écoulements superficiels est le cours d'eau La Fillière (VI22 5010), situé au sud du projet et faisant partie du bassin versant du Fier.

Le cheminement des eaux de ruissellement se fait principalement par le biais du réseau de collecte des eaux pluviales de la commune et par l'intermédiaire de fossés drainants.

1.3 Contexte réglementaire

Le terrain d'assiette du projet étant supérieure à 1 hectare mais inférieure à 20 hectares, le présent projet est soumis à déclaration, en application de la nomenclature des installations,

ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement, au titre de la rubrique 2.1.5.0 : Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

Le projet fera l'objet d'un dossier de déclaration (étude d'incidences), qui sera réalisé ultérieurement par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique).

1.4 Eau

1.4.1 Eau potable :

Le site est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable. La consommation d'eau est liée aux usages sanitaires et au fonctionnement de la chaufferie et de la demi-pension (préparation des repas).

Sur la base de la consommation actuelle du collège existant (soit environ 1.500 m³/an), la consommation future de l'ensemble du site regroupant les deux collèges est estimée à environ 3000 m³/an.

1.4.2 Eaux pluviales :

Les eaux de ruissellement (toitures et plateformes extérieures) seront collectées par un réseau de type séparatif à poser et dirigées vers des ouvrages spécifiques permettant de stocker temporairement les volumes de ruissellement, dans le but :

- Soit de les infiltrer dans le sol (solution à privilégier si les caractéristiques du sol le permettent),
- Soit de les tamponner et de les évacuer à débit limité ou régulé vers l'exutoire existant (milieu naturel).

La conception et le dimensionnement des ouvrages seront réalisés par le futur maître d'œuvre et devront être justifiés par la réalisation d'une étude spécifique, qui sera soumise à l'avis de l'autorité compétente, dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire ou d'aménager.

Un dispositif de stockage des eaux de toiture sera également prévu afin de permettre le recyclage des eaux de pluie pour l'arrosage des espaces extérieurs ou l'alimentation des chasses d'eau de certains sanitaires.

1.4.3 Eaux usées

Les eaux usées rejetées s'apparentent à des eaux usées domestiques et proviennent principalement des rejets issus du réfectoire (eaux de cuisines) et des sanitaires.

Selon le zonage d'assainissement communal, les parcelles concernées se situent en zone d'assainissement collectif.

La collecte et traitement des eaux usées du projet seront assurés par le dispositif d'assainissement collectif existant, après validation de la demande de raccordement par le gestionnaire du réseau, en respectant les prescriptions particulières du règlement.

1.5 Sols

L'activité de l'établissement ne nécessite pas l'utilisation de produits dangereux (hors produits d'entretien et de ménage courants qui seront stockés dans des locaux fermés). Le risque de pollution des sols lié au stockage de produits liquides dangereux est donc très limité.

1.6 Air

Les émissions atmosphériques prévisibles sont liées essentiellement :

- aux rejets de poussières en phase travaux ;
- aux rejets en phase d'exploitation, constitués essentiellement des rejets du dispositif de ventilation des bâtiments, des rejets issus de la chaufferie et des rejets issus du réfectoire (équipé de hottes filtrantes).

Le projet ne comprend pas de dispositif de climatisation.

1.7 Bruit

La circulation des bus sur au niveau de la gare routière constitue la principale source de nuisances sonore.

Etant donné l'éloignement des plus proches habitations, situées en contrebas et à plus de 100 mètres des nouvelles constructions, le risque de nuisances sonores envers les riverains devrait être limité et peu différent du niveau sonore actuel.

1.8 Déchets

Les déchets produits sur le site s'apparentent essentiellement à des ordures ménagères.

L'objectif est de limiter au maximum la production de déchets par la mise en place

- De containers différenciés disposés en extérieurs et dans les locaux permettant un tri à la source des déchets ;
- D'une collecte séparée des déchets organiques à destination d'une unité de méthanisation gérée par la collectivité.

La gestion des déchets sera réalisée selon les préconisations du service de collecte et des déchets de la collectivité. Les déchets verts seront traités séparément par l'opérateur chargé de l'entretien des espaces verts.

1.9 Impact visuel

Le nouveau collège est bordé par un talus arboré longeant l'Autoroute A410 au sud et sera entouré sur ces autres côtés par une végétation masquante de type haies et plantations arbustives.

L'entretien des espaces verts est assuré en interne et consiste principalement à la tonte des pelouses et à la taille des arbres et arbustes.

Table des matières

1	RESUME NON TECHNIQUE	- 3 -
1.1	Descriptif sommaire du projet	- 3 -
1.2	Sensibilité environnementale du secteur d'implantation	- 3 -
1.3	Contexte réglementaire	- 3 -
1.4	Eau	- 4 -
1.4.1	Eau potable :	- 4 -
1.4.2	Eaux pluviales :	- 4 -
1.4.3	Eaux usées	- 4 -
1.5	Sols	- 5 -
1.6	Air	- 5 -
1.7	Bruit	- 5 -
1.8	Déchets	- 5 -
1.9	Impact visuel	- 5 -
2	LOCALISATION DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET	- 8 -
2.1	Localisation	- 8 -
2.2	Présentation du Site	- 9 -
2.3	Localisation des points actuels de rejet des eaux	- 10 -
3	NATURE ET CONSISTANCE DU PROJET	- 11 -
3.1	Fiche synthétique du projet	- 11 -
3.2	Contexte et Vocation du Projet	- 12 -
3.3	Les besoins fonctionnels	- 12 -
3.4	Capacité prévisionnelle d'accueil du projet	- 12 -
3.5	Nature et consistance des aménagements	- 13 -
3.5.1	Généralités	- 13 -
3.5.2	Classification du bâtiment	- 13 -
3.5.3	Parti architectural	- 13 -
3.6	Surfaces de référence du projet (tènement, surface de plancher)	- 14 -
3.6.1	Tènement du projet	- 14 -
3.6.2	Scénario d'implantation des bâtiments	- 14 -
3.6.3	Parkings	- 15 -
3.6.4	Besoins Surfiques : Surfaces utiles	- 16 -
3.7	Besoins en eau, ressources mobilisées	- 17 -
3.8	Nomenclature IOTA concernée	- 17 -
3.9	Situation du projet au regard de la nomenclature ICPE	- 17 -
3.10	Délais d'études et de réalisation	- 17 -
3.11	Financement	- 17 -
4	ETAT DES LIEUX DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET	- 18 -
4.1	Contexte géographique	- 18 -
4.1.1	Géographie	- 18 -
4.1.2	Relief	- 18 -
4.1.2.1	Généralités	- 18 -
4.1.2.2	Profils altimétriques du site de projet	- 19 -
4.1.3	Climat / Ensoleillement	- 20 -
4.2	Contexte réglementaire	- 21 -
4.2.1	Prescriptions concernant l'urbanisme /plan local d'urbanisme	- 21 -

4.2.2	Zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales	- 23 -
4.2.2.1	Zonage assainissement eaux usées.....	- 23 -
4.2.2.2	Zonage assainissement eaux pluviales	- 24 -
4.3	Présentation du milieu récepteur : BV, réseau hydrographique.....	- 26 -
4.4	Usages de l'eau en aval du projet	- 27 -
4.5	Etat des risques recensés sur la commune	- 27 -
4.6	Géologie / Hydrogéologie / Pédologie (E. Géotechnique)	- 28 -
4.7	Zones humides.....	- 28 -
4.8	Patrimoine naturel / Zones réglementées.....	- 28 -
4.9	Conclusion	- 29 -
5	EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET	- 30 -
6	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE.....	- 30 -
6.1	SDAGE RMC 2022-2027	- 30 -
6.2	Contrat de Milieu « Fier et Lac d'Annecy ».....	- 30 -
6.3	Conclusion	- 31 -
7	MESURES CORRECTIVES OU COMPENSATOIRES PREVUES.....	- 32 -
7.1	Objectifs environnementaux	- 32 -
7.2	Limitation de l'Impact des flux polluants sur le milieu récepteur : Traitement des eaux usées.	- 32 -
7.2.1	Généralités	- 32 -
7.3	Limitation de l'impact de l'écoulement des eaux de ruissellement : Gestion des eaux pluviales.....	- 33 -
7.3.1	Généralités	- 33 -
7.3.2	Bases de dimensionnement : Surfaces interceptées du projet.....	- 33 -
7.3.3	Mode de gestion des eaux pluviales	- 34 -
7.3.4	Recyclage des eaux pluviales	- 34 -
7.4	Autres mesures.....	- 34 -
7.4.1	Choix des matériaux.....	- 34 -
7.4.2	Sources lumineuses.....	- 35 -
7.4.3	Acoustique	- 36 -
7.4.4	Gestion de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre	- 36 -
7.4.4.1	Conception d'un bâtiment à faible consommation énergétique	- 36 -
7.4.4.2	Energie grise	- 37 -
7.4.5	Gestion des déchets	- 37 -
8	MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	- 39 -
8.1	Moyens de surveillance : Opérations d'entretien et de nettoyage / Contrôles par des organismes extérieurs habilités (SPANC).....	- 39 -
8.1.1	Surveillance	- 39 -
8.1.2	Entretien et maintenance	- 39 -
8.1.3	Contrôles par des organismes extérieurs.....	- 39 -
8.2	Moyens d'intervention en cas d'accident.....	- 40 -

2 LOCALISATION DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET

2.1 Localisation



Figure 1 : Localisation du projet : Département de la Haute-Savoie

Le projet se situe sur le territoire de GROISY, commune rurale appartenant à l'agglomération du Grand Annecy. Elle est implantée au cœur du département de la Haute-Savoie, entre Annecy à 16 km, La Roche-sur-Foron et la vallée de l'Arve et Genève à 30 km.

GROISY présente deux pôles : au nord le centre historique où se situent les fonctions administratives et à proximité de la gare un centre-ville commerçant. La Commune est traversée par l'A41 mais pas directement desservie.

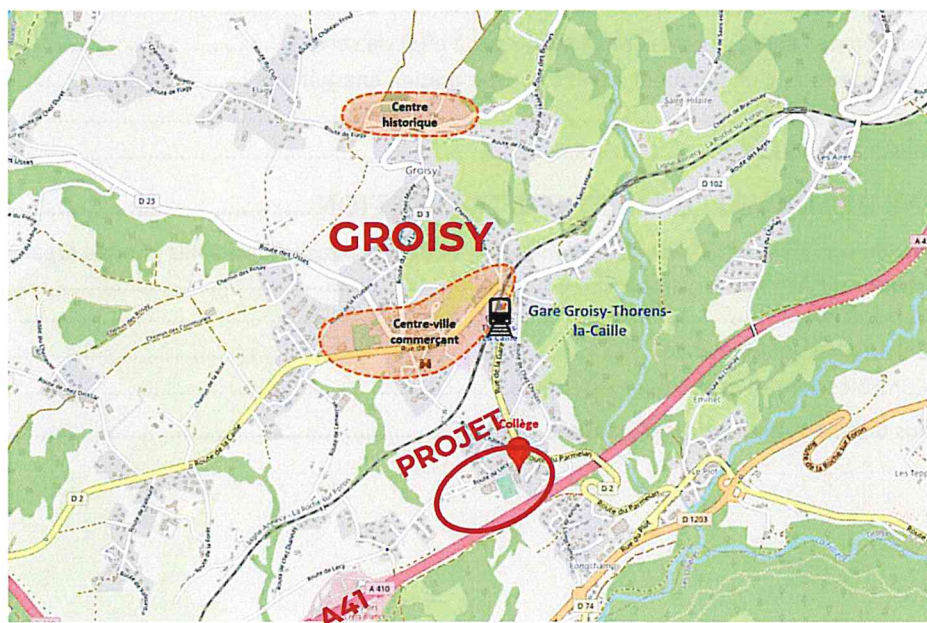


Figure 2 : Localisation du projet sur la commune de GROISY

2.2 Présentation du Site

Le projet porté par le Département s'implante au sud de la Commune sur des tènements voisins du collège existant du Parmelan.

Adresse : Route de Lecy - 74570 GROISY

Altitude moyenne : 610m

Cadastre : Parcelles section OD n°1103, 1082, 1083, 1084, 1556, 1557, 1774, 2138, 2404 2552, 2553, 2265, 2266, 2624

Le site du projet s'étend sur une surface foncière d'environ 45 700m² comprenant :

- Le site du Collège du Parmelan existant ainsi que celui des logements
- Les tènements des équipements sportifs communaux existants
- Des parcelles situées à l'ouest où se situent la maison du gardien du gymnase et des terrains agricoles



L'accès au site se fait par la Route de Lecy que ce soit pour les véhicules ou les piétons en provenance de la RD22. Le GRAND ANNECY porte actuellement un projet de pistes cyclables qui permettra l'accès au site par les mêmes axes.

2.3 Localisation des points actuels de rejet des eaux

Le site est actuellement desservi :

- ✓ Par un réseau collectif de collecte des eaux usées passant au sud des bâtiments existants, en bordure du talus de séparation de l'autoroute A410.
- ✓ Par un réseau interne collecte des eaux pluviales du collège existant

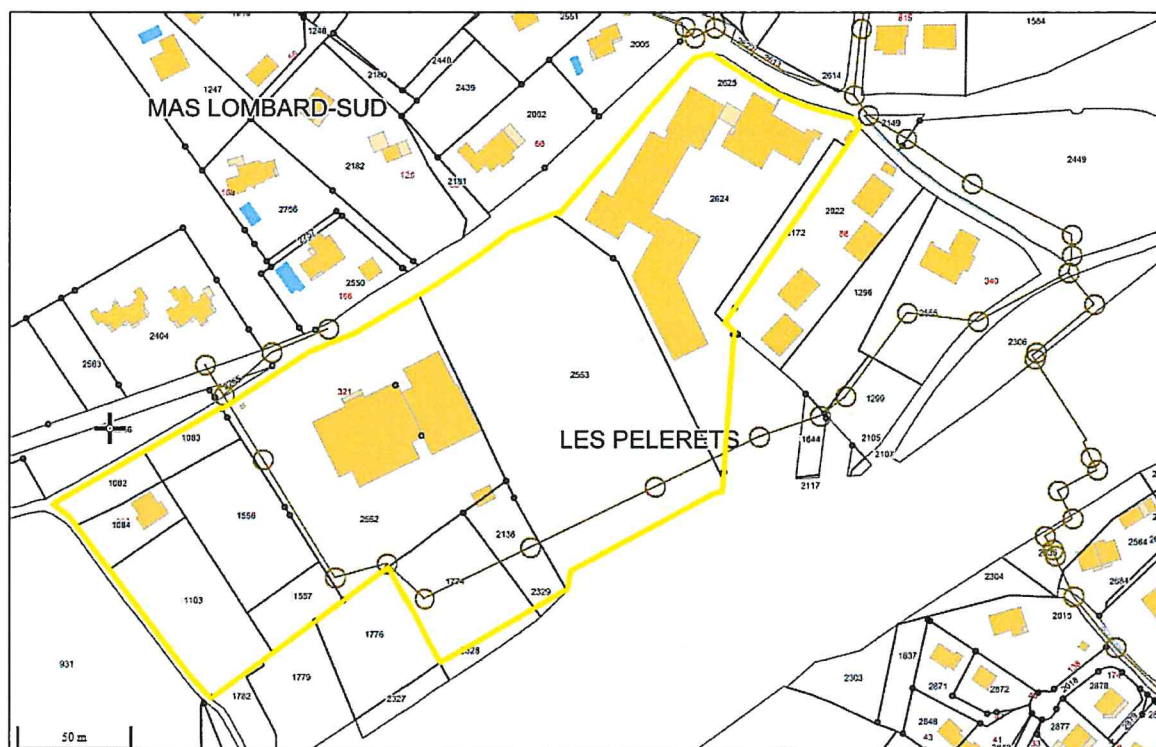


Figure 3 : Schéma du réseau collectif d'eaux usées desservant le site (----)

3 NATURE ET CONSISTANCE DU PROJET

3.1 Fiche synthétique du projet

Contexte	Compte-tenu de l'augmentation importante des effectifs sur le secteur, le CD74 mène un projet de construction d'un Collège neuf et de réhabilitation du Collège actuel avec mutualisation de certains équipements.
Maitre d'Ouvrage	Conseil Départemental de la Haute-Savoie DGA Bâtiments et Education Direction Bâtiment et Moyens
Objet de l'opération	Construction d'un Collège Neuf Réhabilitation du Collège du Parmelan existant
Adresse	Route de Lecy 74570 GROISY
Références cadastrales	Parcelles section OD n°1103, 1082, 1083, 1084, 1556, 1557, 1774, 2138, 2404 2552, 2553, 2265, 2266, 2624 Surface foncière totale = 4.6 ha
Objectifs environnementaux	Niveau RE2020 -15% pour les indicateurs énergie et seuils 2028 pour les indicateurs carbones de la RE2020 : - Besoins de chauffage < 15 KWh/m²/an et n50<0.6vol.h - Volume de bois de 150 dm³/m²/SDP d'origine française, de préférence locale - Installation de panneaux photovoltaïques dans la limite de 250 kVA - Gestion des eaux pluviales et désimperméabilisation des espaces extérieurs.
Terrain d'assiette (tènement du projet)	Collège existant : 2.1 ha (pas de construction neuve) Projet : 2.5 ha (nouveau collège + ½ pension) Total : 4.6 ha
Surface de plancher du projet :	Construction Neuve : 12 000 m² Réhabilitation existant : 8 000 m² Soit un total de 20 000 m² de SP
Coût des travaux estimé	48.5 M€ HT
Coût total de l'opération	53.5 M€ TTC
Date de livraison	Février 2026
Procédure	Marché Global de Performance

3.2 Contexte et Vocation du Projet

Dans un contexte de forte augmentation des effectifs scolaires sur le secteur, il a été décidé la construction d'un nouveau Collège sur la commune de GROISY.

Afin de rationaliser le fonctionnement, le nouveau Collège sera implanté à proximité du Collège du Parmelan existant. La demi-pension et les équipements sportifs seront mis en commun.

Le Collège du Parmelan ne répondant plus aux exigences environnementales et aux besoins pédagogiques il sera entièrement restructuré et réhabilité.

3.3 Les besoins fonctionnels

Le projet consiste en :

- la réhabilitation du collège du Parmelan existant, ramené à l'accueil de 26 divisions soit un effectif de 780 élèves,
- la construction neuve d'un collège de 26 divisions soit un effectif de 780 élèves,
- la construction neuve d'une demi-pension mutualisée, avec les espaces techniques (maintenance, chaufferie...),
- la réhabilitation et/ou la construction d'équipements sportifs nécessaire aux deux établissements
- la réhabilitation et/ou construction de logements de fonction

Chacun des établissements intégrera les fonctions suivantes :

- Locaux administratifs (accueil, direction...)
- Salles d'enseignement et d'encadrement pédagogique
- Vie scolaire et cour de récréation
- Centre de la Connaissance et de la Culture
- Bureaux médico-sociaux
- Salle d'animation
- Locaux techniques
- Logements

Le bâtiment de demi-pension intégrera :

- L'unité de production de l'ensemble des repas pour les deux établissements
- 2 réfectoires
- Les vestiaires pour les personnels de la cuisine
- Une **chaufferie** pour la production de chaleur de l'ensemble du site (2 collèges et gymnase)
- Un **parking 100 places privé, couvert et sécurisé** pour les personnels des deux collèges

Les interventions prévues sur les équipements sportifs comprennent :

- La réhabilitation des équipements existants
- L'extension de la halle sportive
- La réduction et le déplacement du plateau sportif extérieur

3.4 Capacité prévisionnelle d'accueil du projet

Le tableau ci-dessous présente les effectifs élèves et personnels pour 1 collège de 26 divisions et total pour l'ensemble du site.

	26 divisions	2 collèges
Enseignement		
Elèves (divisions de 30 élèves) + 1 classe ULIS	780	1560
Enseignants	46	92
AVS - AESH	5 à 10	10 à 20
Direction - Administration		
Principaux et gestionnaire	3	6
Secrétariat	2	4
Vie scolaire		
CPE	1	2
Assistant d'éducation	6	12
Psychologue de l'Education Nationale	1	2
Médico-Social		
Infirmier(ère)	1	2
Assistant(e) social(e)	1	2
Maintenance et demi-pension		
Personnels du Département	12	23
Demi-pension (1 chef + 3 seconds + 1 magasinier)		5
Agents polyvalents		18
dont agents polyvalents en rotation à la cuisine		3
TOTAL	861	1720

3.5 Nature et consistance des aménagements

3.5.1 Généralités

Le projet comprend les aménagements suivants :

- Réhabilitation du collège existant (bâtiments + cour),
- Construction d'un collège neuf
- Construction d'une demi-pension commune
- Réhabilitation et extension des équipements sportifs pour mise en commun entre les deux collèges

3.5.2 Classification du bâtiment

Les futurs bâtiments seront des Etablissement Recevant du Public (ERP) de 2nd catégorie et de type R, N, L et X.

Les activités du bâtiment sont classées dans les sous-catégories suivantes :

Type E.R.P.	Activités
Type L	Salles réservées aux associations, salles de réunions
Type X	Etablissement sportif couvert
Type N	Salles de restauration
Type R	Etablissements d'enseignements avec locaux réservés aux scolaires

3.5.3 Parti architectural

Le bâtiment devra s'attacher à respecter strictement les prescriptions de construction et architecturales indiquées au PLU. Une attention particulière devra être portée à l'insertion dans le site et à la cohérence architecturale de l'ensemble des bâtiments.

3.6 Surfaces de référence du projet (tènement, surface de plancher)

3.6.1 Tènement du projet

Le tableau ci-dessous présente les surfaces minimales du projet imposées par le référentiel technique du Conseil Départemental de la haute Savoie (voir tableau des surfaces § 3.6.4).

Zone Concernées	Surface/ Emprise au sol (m²)		Total Projet*	Commentaires
	Réhabilitation Existant	Construction Bâtiments Neufs*		
Bâtiments (Toiture)	6 200m²	6 300m²	12 500m²	
Préau + Aires ext. (couvertes ou non)	300m²	400m²	700 m²	
Accueil - Parvis	1 000m²	200m²	1 200m²	
½ pension + maintenance	/	2 500m²	2 500m²	
Cour récréation	3100m²	2 300m²	5 400m²	
Plateau sportif	/	5 500m²	5 500m²	
Parkings Intérieurs	/	2 500m² (sous DP)	2 500m²	
Voiries et dessertes	2 300m²	2 000m²	4 300m²	
Espaces verts	5 700m²	4 900m²	10 600m²	
Aménagements extérieurs (dépose minute + gare routière)	2 400 m²	900m²	3 300m²	
Surface totale tènement	21 000m²	25 000m²	46 000m²	

*Estimation en attente des projets proposés par la MOE

Ces surfaces sont indicatives et seront confirmées et affinées en fonction de l'agencement du projet proposé par le maître d'œuvre désigné à l'issue de la consultation.

3.6.2 Scénario d'implantation des bâtiments

Le scénario retenu pour l'implantation de l'ensemble des nouvelles fonctions est le suivant:

- Construction du bâtiment de Demi-pension sur le plateau sportif existant (parcelle 2553)
- Réduction et déplacement du plateau sportif au sud de l'actuel (parcelle 2553)
- Extension de la Halle sportive sur les parcelles 2552, 1774 et 2138
- Implantation du Collège et des logements neufs sur les parcelles 1103, 1557 et 1556
- Création d'une gare routière et d'une dépose minute sécurisées le long de la route de Lessy sur les parcelles 1082, 1083, 2266, 2265, 2552 et 2553.



GROISY – Construction d'un Collège neuf et réhabilitation du Collège Existant

3.6.3 Parkings

Le projet intègre la création d'un parking privé, couvert et sécurisé pour les personnels des deux établissements. Ce parking sera implanté sous les locaux de la nouvelle demi-pension.

3.6.4 Besoins Surfacciques : Surfaces utiles

Le tableau suivant récapitule les surfaces créées et réhabilitées.

	Surfaces utiles intérieures	Surfaces extérieures
Réhabilitation	7 200 m ²	3 660m ²
Construction neuve	9 000m ²	9 000m ²
TOTAL	16 200 m²	12 660m²

Le détail de ces surfaces est présenté ci-dessous :

Réhabilitation :

26	divisions	Préprogramme						
Code schéma	Niveau	Nom local	SU	Nbre	Total SU	Total SU ext	Ratio SDP/SU	SDP
EXISTANT					4 700	3 660	1,18	5 556
Circulations								283
A	ACCUEIL		205	500	1,00	205		
B	DIRECTION - GESTION		195	0	1,47	286		
C	ENCADREMENT PEDAGOGIQUE		119	0	1	119		
D	VIE SCOLAIRE		371	3 150	1,12	414		
E	MEDICO-SOCIAL		58	0	1	58		
F	SALLE POLYVALENTE		182	0	1	182		
G	CCC		391		1,02	400		
H	ENSEIGNEMENT		1 947	0	1,16	2 262		
J	MAINTENANCE-ENTRETIEN		524	10	1,10	576		
L	LOGEMENTS FONCTION (intègre dans le collège actuel)		111	0	1,12	125		
M	STATIONNEMENTS - ESPACES VERTS							
K	DEMI-PENSION		596	0	1,08	645		
I PÔLE SPORTIF					1 948		1,01	1 976
EXISTANT (3 T4 - 1 T5)					516	0	1,07	554
L	LOGEMENTS FONCTION		516	0	1,07	554		

Construction neuve :

26 divisions		Préprogramme					
Code schéma	Nom local	SU	Nbre	Total SU bâtie	Total SU ext	Ratio SDP/SU	SDP
Collège neuf - Préprogramme				4 209	3 276	1,35	5 682
A	ACCUEIL			160	507	1,35	216
B DIRECTION - GESTION				176	0	1,35	238
C ENCADREMENT PEDAGOGIQUE				168	15	1,35	227
D VIE SCOLAIRE				452	2 754	1,35	610
D10	Cour de récréation				2340		
D11	Préau				390		
D12	Espace casiers				24		
E MEDICO-SOCIAL				56	0	1,35	76
F SALLE POLYVALENTE				318	0	1,35	429
G CCC				309	0	1,35	417
H ENSEIGNEMENT				2 484	0	1,35	3 353
J MAINTENANCE-ENTRETIEN				86	0	1,35	116
Logements fonction en attique				812		1,10	893
L LOGEMENTS FONCTION				812	0	1,10	893
M STATIONNEMENTS - ESPACES VERTS						PM	
Demi-Pension mutualisé - 2 collèges + maintenance				1 759	100	1,35	2 374
J MAINTENANCE-ENTRETIEN				180	100	1,35	243
K DEMI-PENSION				1 579	100	1,35	2 131
I PÔLE SPORTIF				2 242	5 530	1,05	2 354

GROISY – Construction d'un Collège neuf et réhabilitation du Collège Existant

3.7 Besoins en eau, ressources mobilisées

Le nouveau collège sera raccordé au réseau de distribution public d'eau potable.

Les besoins spécifiques en eau peuvent être estimés à partir des consommations annuelles du collège du Parmelan existant, qui représentent un volume annuel consommé de **1500 m³/an**, pour une capacité d'accueil de 26 divisions soit environ 780 élèves.

Le nouveau collège disposant de la même capacité d'accueil que l'existant (26 divisions), les besoins en eau pour les deux collèges sont estimés à environ **3000 m³/an**.

Le gestionnaire du réseau public devra confirmer que la capacité du réseau de distribution public est suffisante à couvrir ces nouveaux besoins.

3.8 Nomenclature IOTA concernée

Le présent projet est concerné par la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (I.O.T.A.) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du Code de l'Environnement, au titre de la rubrique suivante :

Titre II – REJETS - 2.1.5.0. Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :

1° Supérieure ou égale à 20 ha (Autorisation) ;

2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (Déclaration). **CAS DU PRESENT PROJET**

3.9 Situation du projet au regard de la nomenclature ICPE

Le projet de par sa vocation d'établissement d'enseignement ne relève pas de la nomenclature ICPE.

3.10 Délais d'études et de réalisation

Le projet sera réalisé par le biais d'un Marché Global de Performance Energétique (MGPE) selon le planning prévisionnel ci-dessous :

Phases	Planning
Consultation pour l'attribution du MGPE	Mai 2023 à Mai 2024
Etudes	Mai à Décembre 2024
Travaux	Janvier 2025 à Septembre 2026
Livraison de la Demi-Pension	Décembre 2025
Livraison du Collège Neuf	Rentrée 2026
Livraison du Collège existant et des équipements sportifs	Rentrée 2027

3.11 Financement

En phase Programmation, l'enveloppe financière affectée aux travaux est de 48.5 M €HT pour un coût d'opération total de 53.5M€ TTC.

4 ETAT DES LIEUX DU SITE D'IMPLANTATION DU PROJET

4.1 Contexte géographique

4.1.1 Géographie

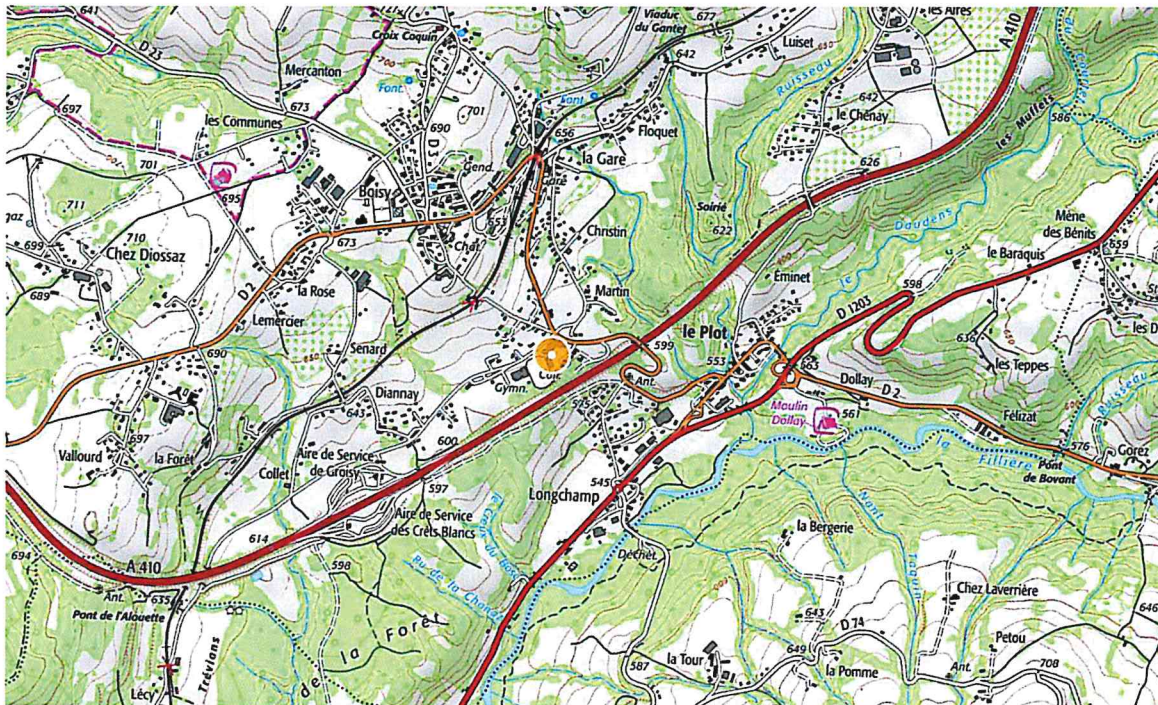


Figure 4 : Carte géographique (Source : site www.geoportail.gouv.fr)

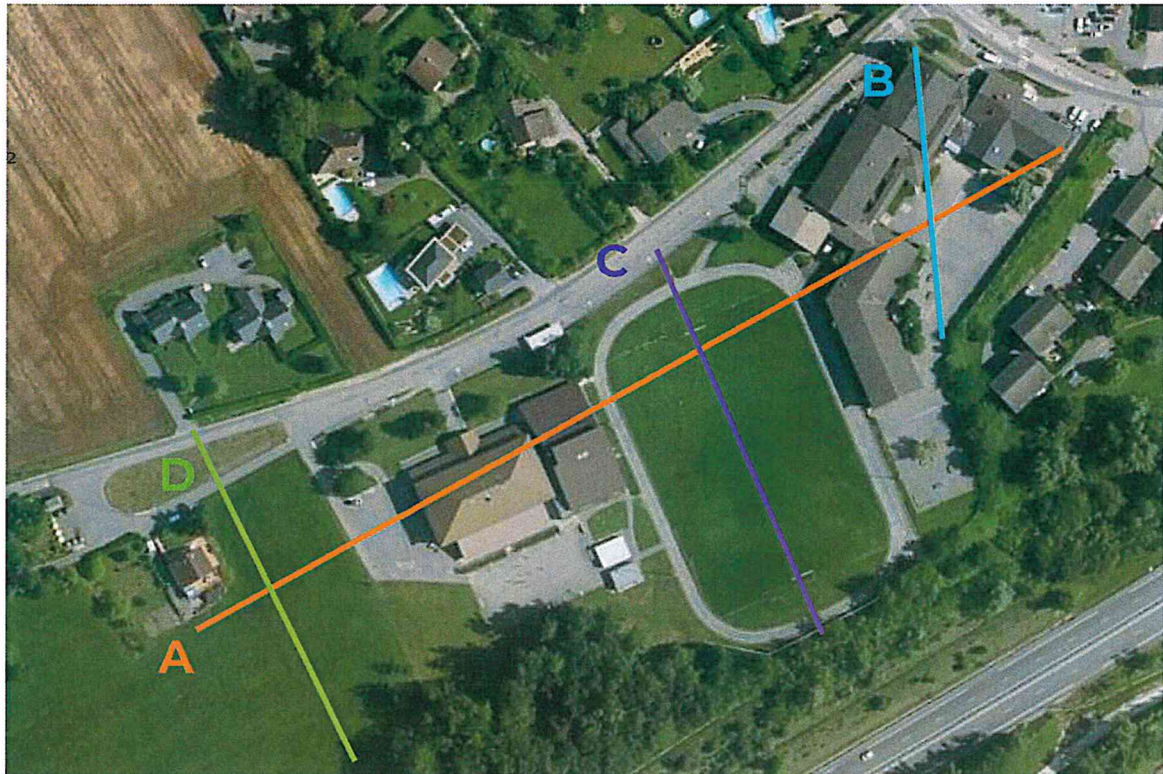
4.1.2 Relief

4.1.2.1 Généralités

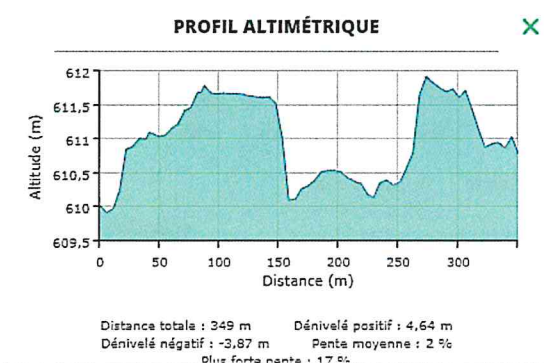
La Commune de Groisy se situe sur un coteau ensoleillé appartenant au plateau des Bornes à une altitude comprise en 529m et 874 m. La commune est exposée au Sud face aux falaises du Parmelan.

Le site du projet se trouve à une altitude de 610 m en contrebas du centre de la commune.

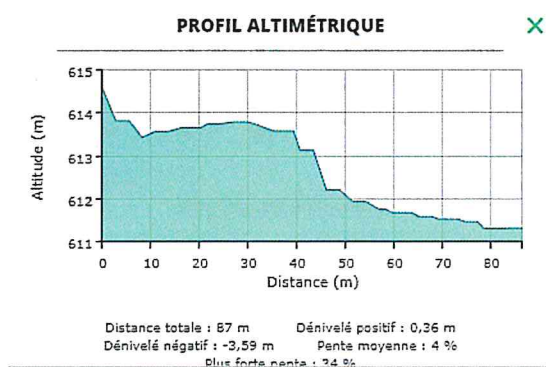
4.1.2.2 Profils altimétriques du site de projet



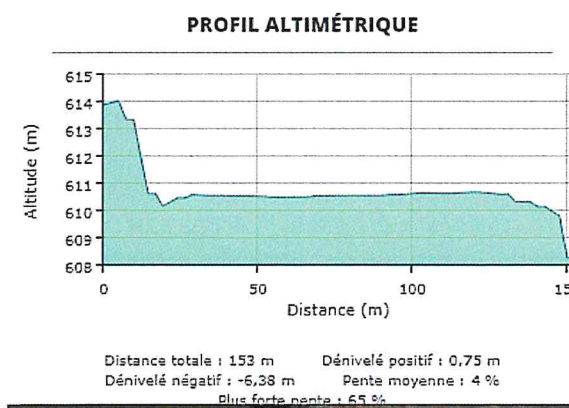
Profil A – **Ouest -> Est**



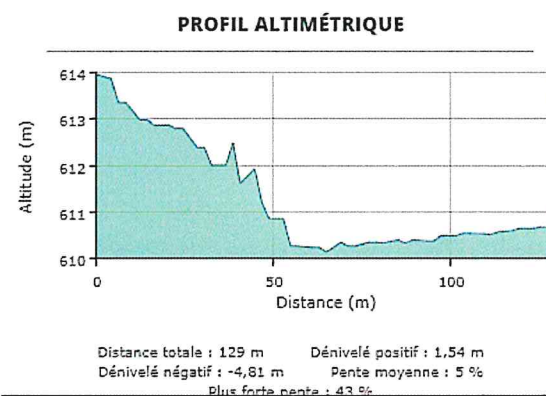
Profil B : **Nord Sud - Collège Parmelan**



Profil C : **Nord-Sud- Stade**



Profil D : **Nord Sud -Collège Neuf**



Le profil altimétrique du site présente des pentes importantes avec globalement un point haut au Nord et un point bas au Sud.

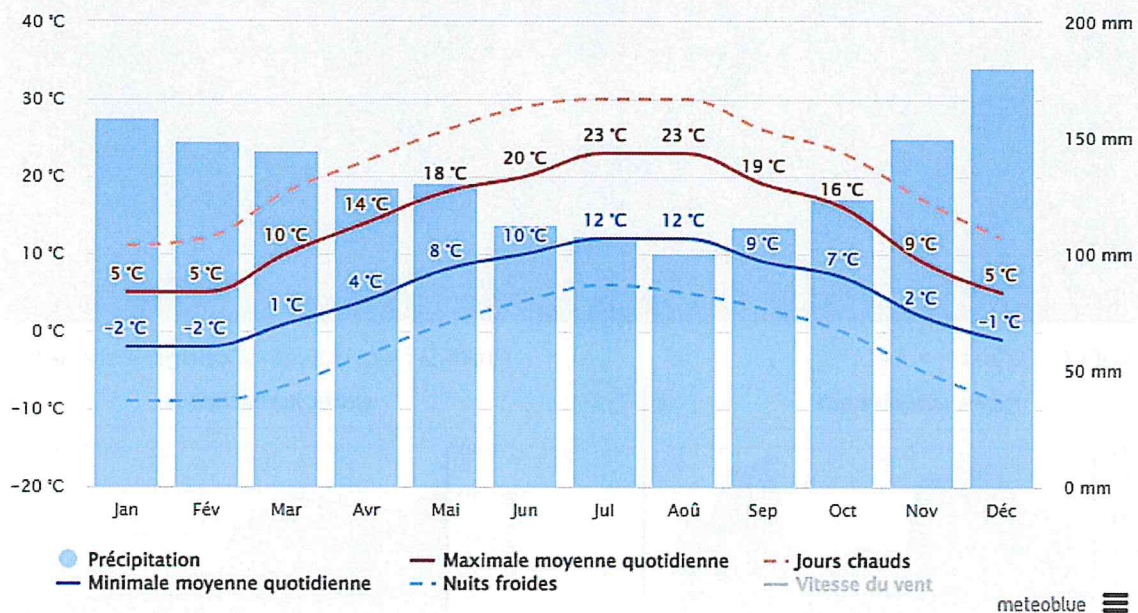
4.1.3 Climat / Ensoleillement

La zone climatique du Département de la Haute-Savoie, définie par l'arrêté du 24 mai 2006 est **h1c**.

Le climat sur le plateau est de type continental montagnard, sous l'influence des massifs environnants, et caractérisé par une humidité marquée. Les hivers sont froids et la saison estivale douce avec parfois des épisodes orageux.

La température annuelle moyenne est de 9,5°C, le mois le plus froid étant le mois de février avec une température moyenne de 1,5°C et le plus chaud le mois d'août avec une température moyenne de 17,5°C. Les précipitations sont importantes toute l'année. Sur l'année, la pluviométrie moyenne est d'environ 1340 mm.

Températures et précipitations moyennes



Le site possède peu de masques solaires.

4.2 Contexte réglementaire

4.2.1 Prescriptions concernant l'urbanisme /plan local d'urbanisme

PLU de GROISY (commune déléguée du Grand Annecy), dont la dernière révision a été approuvée et annexée à la délibération de la collectivité du Grand Annecy le 20 février 2020.

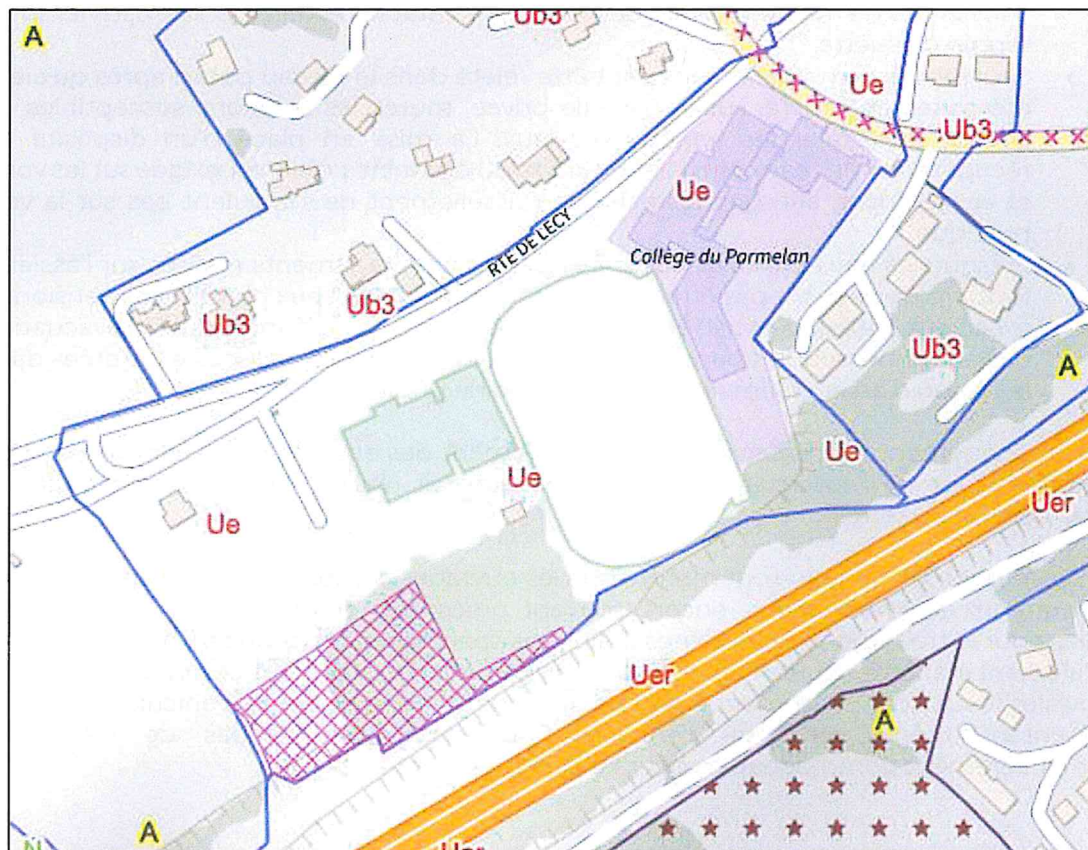


Figure 5 : Extrait de la carte de zonage du PLU (Source : www.geoportail-urbanisme.gouv.fr)

Site classé en **zone UE**, correspondant aux secteurs d'accueil des équipements publics ou d'intérêt collectif structurants, dont la vocation ou l'emplacement en fait des éléments repères dans l'armature urbaine du territoire.

Les parcelles hachurées au sud-ouest du site (zonage Ue) correspondent à des emplacements réservés aux installations d'intérêt général, aux voies et ouvrages publics, au titre de l'article L151-1° du Code de l'Urbanisme

Règlement du PLU – Article UE 9. DESSERTE PAR LES RESEAUX – 9.3. Eaux pluviales

⇒ **La gestion quantitative et qualitative des eaux pluviales doit respecter les prescriptions des annexes sanitaires et du zonage de l'assainissement – volet eaux pluviales.**

- Toute construction, toute surface imperméable nouvellement créée doit être équipée d'un dispositif d'évacuation des eaux pluviales assurant leur collecte, leur rétention et leur infiltration dans les sols lorsque ceux-ci le permettent. En cas de projet de rénovation, réhabilitation, extension, le dispositif doit être dimensionné à l'échelle de l'ensemble du bâtiment.

- En cas de pollution potentielle des eaux pluviales (aire de lavage, de carburants, d'atelier de mécanique, de carrosserie, ...), celles-ci devront être traitées par décantation et séparation des hydrocarbures avant rejet (*).
- Les ruissellements de surface préexistant doivent pouvoir se poursuivre après aménagement. En aucun cas les aménagements ne doivent faire obstacle à la possibilité de ruissellement de surface de l'amont vers l'aval.
- De manière générale et complémentaiement aux dispositions prévues ci-avant, il conviendra de maintenir voire de remettre en état les écoulements existants sur le terrain d'assiette.
- Seul l'excès de ruissellement peut être rejeté dans le réseau public après qu'aient été mises en œuvre, sur la parcelle privée, toutes les solutions susceptibles de limiter et d'étaler les apports pluviaux. La mise en place d'un dispositif de récupération des eaux pluviales en limite du domaine public est exigée sur les voies et accès privés, afin que les eaux de ruissellement ne s'écoulent pas sur la voie publique.
- Lorsque les eaux pluviales collectées par les aménagements réalisés sur l'assiette foncière ne peuvent pas être rejetées dans le réseau d'eaux pluviales dimensionné à cet effet, elles devront être traitées par un dispositif individuel d'évacuation dimensionné pour les besoins de l'opération, sans être canalisées et rejetées dans le réseau d'assainissement propre de la voirie publique.

Les aménagements nécessaires au libre écoulement des eaux pluviales sont à la charge du bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

(*) Les retours d'expérience ont montré que les ouvrages compacts de type débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures, encore souvent préconisés voire imposés, peuvent être utiles pour le traitement de certaines pollutions spécifiques concentrées, mais qu'ils sont totalement inadaptés et inefficaces pour l'abattement des pollutions chroniques des eaux pluviales (eaux de ruissellement issus des zones de stationnement de véhicules légers). Ils présentent même, en cas d'entretien insuffisant, des risques de relargages particulièrement dommageables pour les milieux récepteurs.

4.2.2 Zonages d'assainissement eaux usées et eaux pluviales

4.2.2.1 Zonage assainissement eaux usées

Extrait du zonage assainissement communal

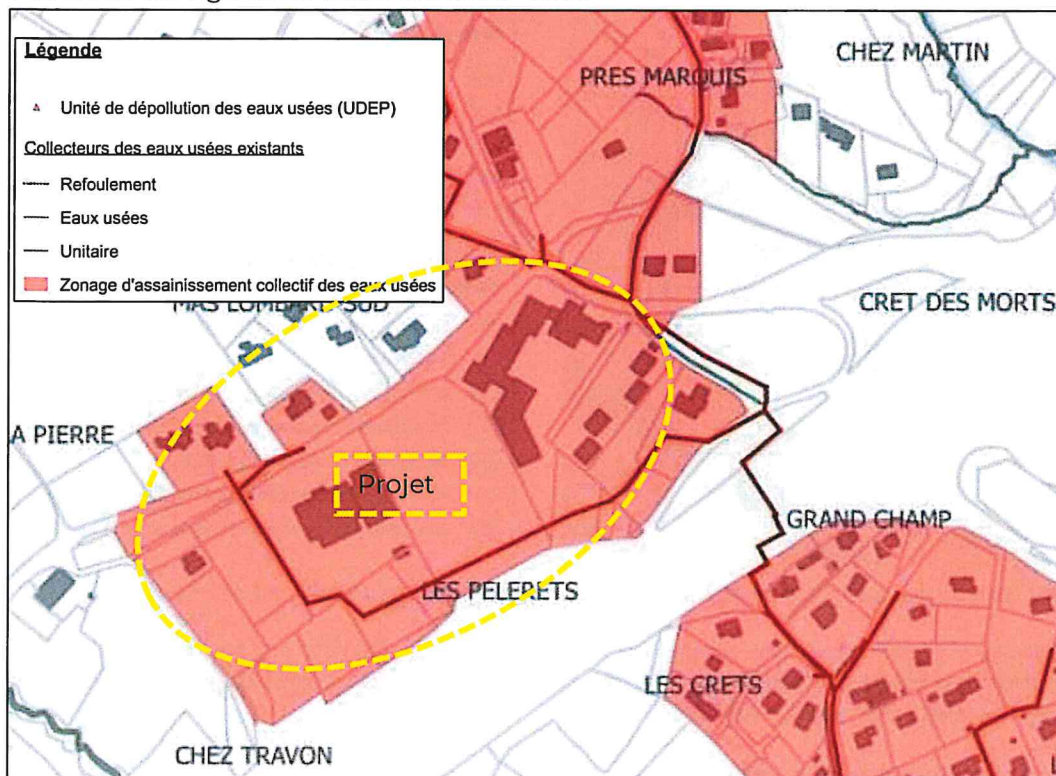


Figure 6 : Extrait du plan de zonage d'assainissement de GROISY (Source : SILA - Plan indice B 04/09/2019)

Selon le zonage d'assainissement, les parcelles concernées se **situent en zone d'assainissement collectif**. Le réseau de collecte EU existant le plus proche se situe au sud du projet et achemine les eaux usées vers la station d'épuration collective, en gravitaire.

Le projet sera raccordé sur le réseaux d'assainissement collectif après validation de la demande par le gestionnaire du réseau en respectant les prescriptions particulières du règlement.

4.2.2.2 Zonage assainissement eaux pluviales

Contraintes vis-à-vis de l'infiltration

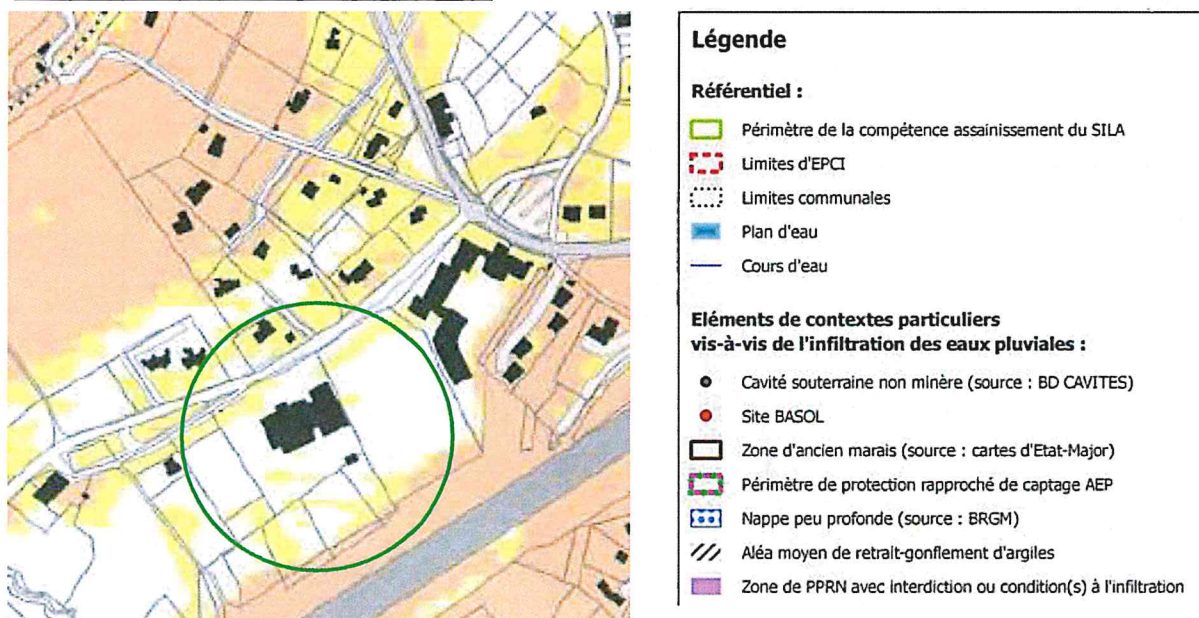


Figure 7 : Extrait de la carte des contraintes d'infiltration (Zonage Pluvial- carte n°4_CL_GA_1)

Selon le zonage d'assainissement pluvial de la collectivité Grand Annecy Métropole, **le site d'implantation du futur collège ne présente pas d'élément de contexte particulier vis-à-vis de l'infiltration des eaux pluviales**

Débits de rejets maximum autorisés

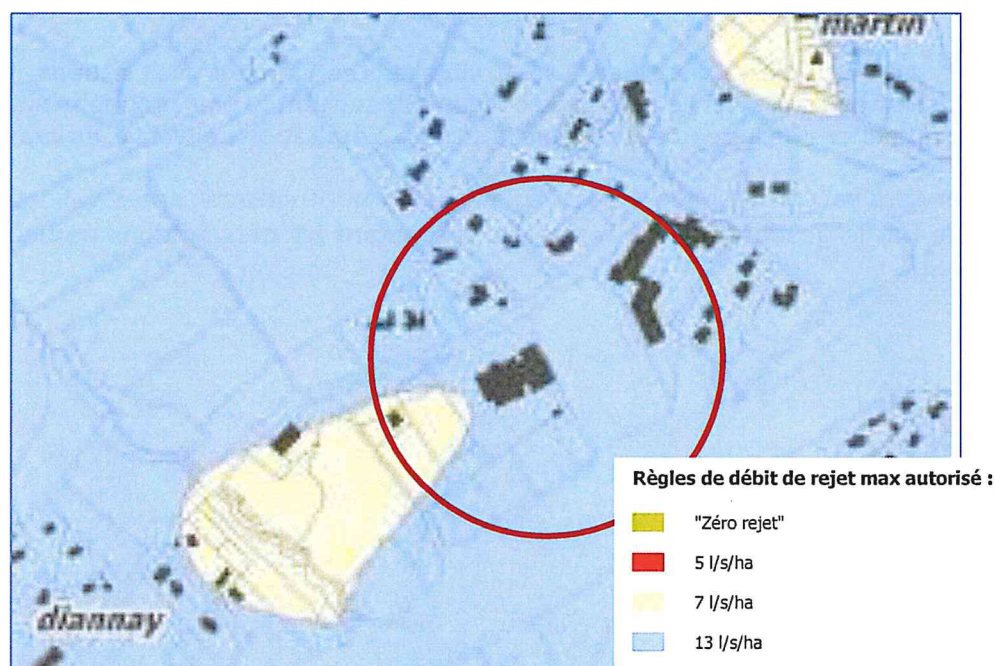


Figure 8 : Extrait de la carte des règles de débit de rejet autorisé (Zonage Pluvial- carte n°1_DM_GA_1)

Le projet se situe en **zone à débit de rejet autorisé** pour laquelle s'appliquent les règles suivantes :

Type de zone	Précisions	Règle générale
Zones « zéro rejet »	Zones où la capacité d'infiltration est a priori globalement bonne, auxquelles sont soustraites les zones connaissant des contraintes conséquentes (fortes pentes) ou rédhibitoires (zones d'aléas forts des PPRN) pour l'infiltration des fortes pluies.	Aucun rejet d'eaux pluviales n'est admis à l'aval des surfaces aménagées, jusqu'à la période de retour d'insuffisance minimale imposée.
Zones à débit de rejet autorisé si possibilités d'infiltration insuffisantes	Zones situées en dehors des zones « zéro rejet »	Un débit de fuite est autorisé, à condition : -De démontrer que l'infiltration de toutes les fortes pluies est trop complexe, -Qu'un raccordement soit possible vers les ouvrages de collecte publics (souterrains ou superficiels) ou vers le réseau hydrographique existant (cours d'eau, fossé, talweg...). Pour un raccordement vers un fossé, un talweg ou le long de la voirie, le pétitionnaire devra démontrer que son rejet ne présente pas de risque d'aggravation pour l'aval.

Selon la carte des règles de débit ci-dessus, le débit de rejet maximal autorisé est de :

- **7l/s/ha** si le rejet s'effectue en partie sud-ouest du site de projet,
- **13 l/s/ha** si le rejet se fait au sud-est du site de projet, où se situe le réseau EP existant.

4.3 Présentation du milieu récepteur : BV, réseau hydrographique

La Fillière, affluent du Fier constitue le cours d'eau récepteur des eaux de ruissellement du projet.

Le bassin versant du Fier est régi par le Contrat de Milieu « Fier et Lac d'Annecy ».

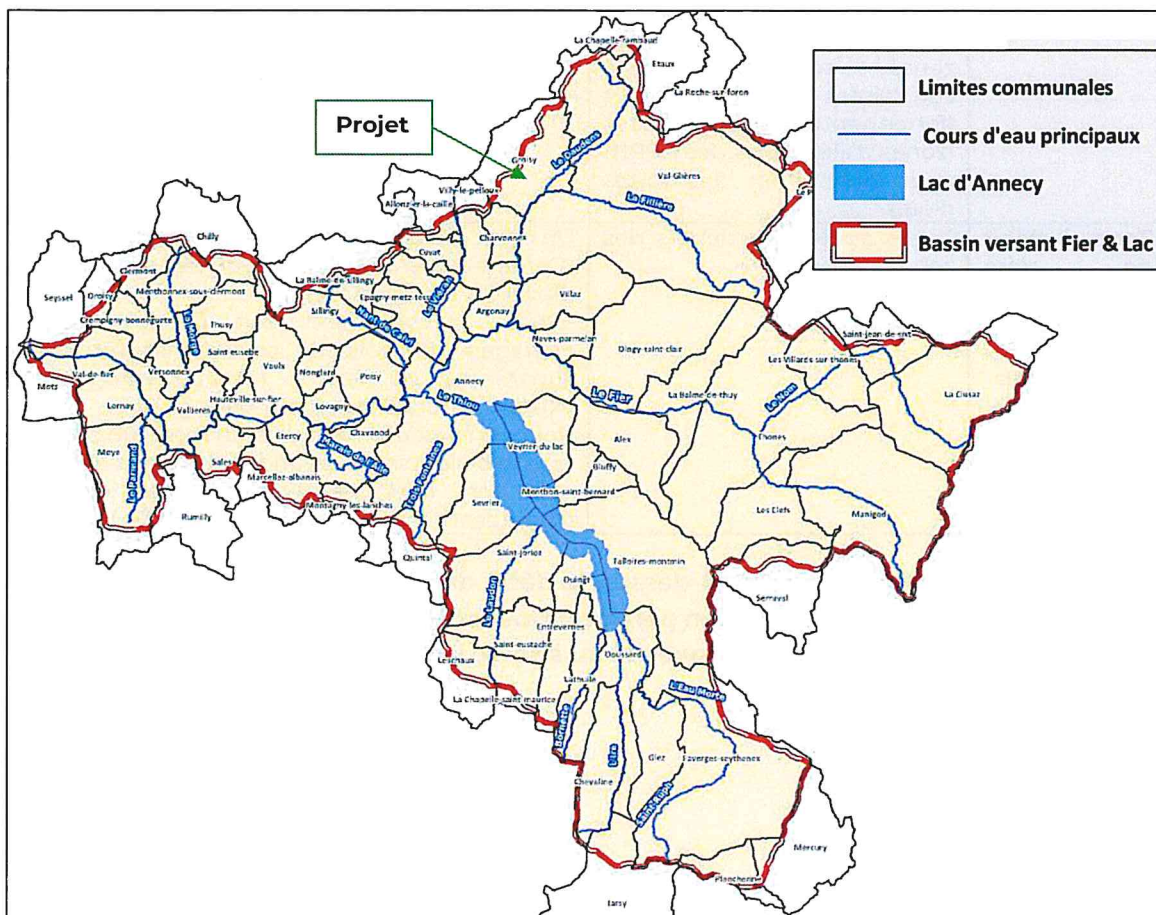


Figure 9 : Bassin versant du Fier et Lac d'Annecy (source : Contrat de Bassin Fier et Lac d'Annecy)

La stratégie du Contrat de Bassin Fier & Lac d'Annecy repose sur 22 objectifs et 45 actions répartis dans 4 volets thématiques et 1 volet transversal :

- Volet Milieux aquatiques et risques naturels
- Volet Qualité de l'eau
- Volet Ressources en eau
- Volet Valorisation
- Volet Gouvernance et suivi du Contrat de Bassin

Le présent projet est principalement concerné par l'objectif **Q2** du volet Qualité de l'eau visant à réduire les apports polluants véhiculés par le ruissellement en zone urbaine

4.4 Usages de l'eau en aval du projet

Les usages actuels sont essentiellement tournés vers les prélèvements d'eau pour la production d'eau potable et secondairement pour les besoins de certaines industries, les besoins agricoles et la production de neige de culture. L'hydroélectricité occupe une place centrale sur le Fier à l'aval de l'agglomération annécienne. Les activités récréatives et sportives sont localement importantes, notamment sur la Fillière en aval de Croisy pour la pratique du canoë-kayak.

4.5 Etat des risques recensés sur la commune

La commune de Croisy dispose d'une Carte Communale des Aléas Naturels, notifiée par Le Préfet le 03/02/2006.

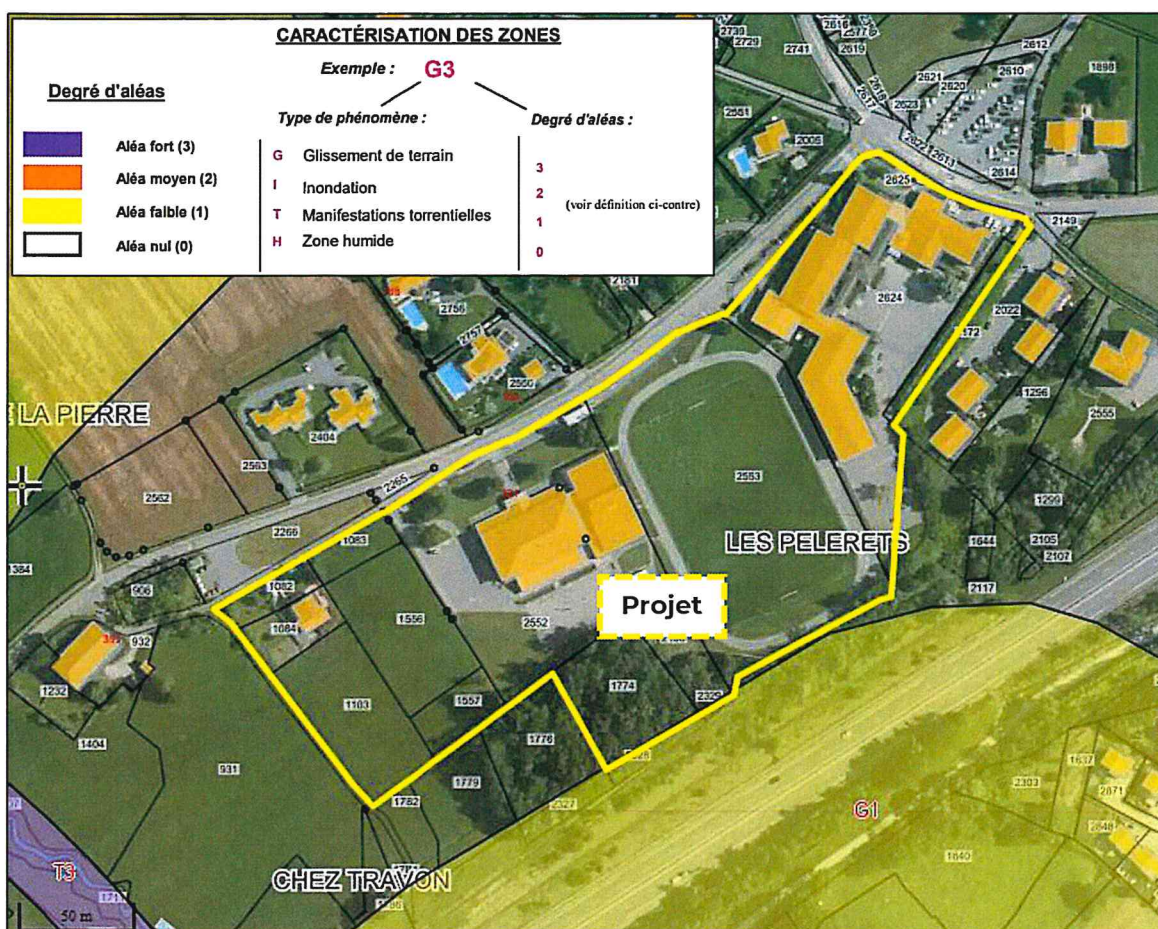


Figure 10 : PPRN / Extrait de la Carte Communale des Aléas (2006)

D'après la carte de zonage réglementaire de Croisy ci-dessus, **le projet n'est pas situé en zone d'aléas naturels.**

4.6 Géologie / Hydrogéologie / Pédologie (E. Géotechnique)

Une étude géotechnique de type G1 a été réalisée en juillet 2022. Les points à retenir sont les suivants :

- ✓ D'après la carte géologique d'ANNECY-BONNEVILLE à l'échelle 1/50000°, le site s'inscrit au sein des moraines glaciaires de la vallée de l'Arve (GyA).
- ✓ D'un point de vue hydrogéologique, la nappe de la Filière se développe dans les argiles à une profondeur de 3,2 m/TN. Par ailleurs des circulations anarchiques / ponctuelles ne sont pas exclues au sein des formations superficielles.
- ✓ Le sol à dominante argileuse présente une très faible perméabilité ($K < 5 \cdot 10^{-6}$ m/s) ce qui implique que la gestion des eaux pluviales à la parcelle par infiltration en profondeur n'est pas envisageable pour les pluies de fortes intensités.

4.7 Zones humides

Aucune zone humide n'est répertoriée sur le site.

4.8 Patrimoine naturel / Zones réglementées

Après consultation de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>), le site ne se trouve pas dans une zone naturelle classée ou réglementée de type Natura 2000, ZNIEFF, site inscrit ou classé (voir Carte des espaces naturels ou protégés – INPN jointe en annexe).

La zone réglementée la plus proche du projet (distance d'environ 600 m) est la ZNIEFF de type 1 : « Friches et pinèdes à molinie à la Gare de Groisy » (code 820031825). Cette zone ne se situe cependant pas à l'aval hydraulique du projet et ne devrait pas être impactée.

4.9 Conclusion

Le tableau ci-dessous synthétise les principales contraintes environnementales à prendre en compte dans le cadre du présent projet.

Contraintes / Zones protégées	Projet concerné oui/non	Descriptif – Sources d'information : https://www.georisques.gouv.fr https://www.brgm.fr https://www.gesteau.fr
Carte communale des aléas naturels : - Glissements de terrain - Inondations - Torrentiel - Zones humides Autres risques : - Remontée nappe - Confluent argiles - Sismicité - Canalisation M.D.	NON NON NON NON OUI OUI OUI NON	<i>Notifiée par le Préfet le 03/02/2006</i> <i>Le projet est situé hors des zones d'aléas référencées sur la commune</i> <i>Aléa moyen</i> <i>Exposition faible (1/3)</i> <i>Exposition moyenne (4/5)</i> <i>Présence canalisation(s) de matières dangereuses</i>
Cours d'eau récepteur	OUI	La Fillière, BV du Fier
Masse d'eau souterraine	OUI	Formations variées de l'Avant-Pays savoyard dans BV du Rhône (FRDG511)
Sites inscrits	NON	
Sites classés	NON	
Znieff I et II	NON	
Réseau Natura 2000	NON	
Arrêté biotope	NON	
Zone Humide RAMSAR	NON	
Réserve associative	NON	
Réserve naturelle	NON	
Site géologique	NON	
Tourbière	NON	
Zone humide		
Périmètre de protection de captage AEP	NON	
SAGE / Contrat de Milieu	OUI	Contrat de milieu : Fier et Lac d'Annecy En cours d'exécution

5 EVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET

Les incidences du projet sur l'environnement concernent principalement le rejet des eaux pluviales vers le milieu naturel récepteur (cours d'eau La Filiation, affluent du Fier).

Afin de limiter l'impact de ces rejets, des dispositifs de recyclage et de gestion des eaux pluviales à la source, par rétention-infiltration ou rétention avec rejet à débit régulé au milieu extérieur seront mise en place.

Leur conception et leur dimensionnement dépend de la nature et des différentes surfaces interceptées du futur projet.

Ces surfaces seront déterminées ultérieurement dans le cadre de la réalisation du dossier de déclaration (étude d'incidences), réalisé par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique).

Le dossier de déclaration permettra également de définir quels sont les flux admissibles au sens de la Disposition a-02 du SDAGE.

6 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE SDAGE

6.1 SDAGE RMC 2022-2027

Le SDAGE, schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, définit la politique à mener pour stopper la détérioration et atteindre le bon état de toutes les eaux, cours d'eau, plans d'eau, nappes souterraines et eaux littorales.

Le projet est principalement concerné par la **Disposition 5A-04 du SDAGE** visant à éviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées.

Les objectifs visés sont les suivants :

- **Limiter l'imperméabilisation nouvelle des sols.**
- **Réduire l'impact des nouveaux aménagements :**
Tout projet doit viser a minima la transparence hydraulique de son aménagement vis-à-vis du ruissellement des eaux pluviales en favorisant l'infiltration ou la rétention à la source (noues, bassins d'infiltration, chaussées drainantes, toitures végétalisées, etc.). L'infiltration est privilégiée dès lors que la nature des sols le permet et qu'elle est compatible avec les enjeux sanitaires et environnementaux du secteur
- **Compenser l'imperméabilisation nouvelle par la désimperméabilisation de l'existant.**

6.2 Contrat de Milieu « Fier et Lac d'Annecy »

Le cours d'eau récepteur des eaux de ruissellement du projet ; La Filiation affluent du Fier est régie par le Contrat de Milieu « Fier et Lac d'Annecy ».

Le projet est principalement concerné par l'objectif Q2 du Contrat de Milieu Fier et Lac d'ANNECY visant à réduire les apports polluants véhiculés par le ruissellement en zone urbaine et notamment par les mesures suivantes :

- ✓ Optimiser le patrimoine d'équipements structurants existants pour le traitement des pollutions chroniques et accidentelles

- ✓ Identifier et mettre en œuvre des ouvrages structurants complémentaires pour la gestion des pollutions
- ✓ Élaborer une stratégie de gestion des eaux pluviales respectueuse des milieux récepteurs
- ✓ Élaborer des outils facilitant la mise en œuvre de solutions adaptées de gestion des eaux pluviales à la source

6.3 Conclusion

Le projet, par la limitation de l'imperméabilisation nouvelle des sols et par la mise en place de dispositifs de gestion des eaux pluviales à la parcelle et de recyclage d'une partie des eaux de toitures semble en tous points compatible avec le SDAGE RMC 2022-2027 et le Contrat de Milieu « Fier et Lac d'Annecy ».

7 MESURES CORRECTIVES OU COMPENSATOIRES PREVUES

7.1 Objectifs environnementaux

Convaincu de l'importance de la maîtrise des impacts environnementaux imputables aux bâtiments, le Conseil Départemental de la Haute-Savoie a décidé de mettre en place une démarche environnementale sur ses projets, calquée sur la démarche « E.R.C » : Eviter - Réduire - Compenser

Ainsi, un référentiel environnemental basé sur le référentiel HQE et ses 14 cibles a été élaboré par le Département et constitue une pièce particulière du dossier de consultation des maîtres d'œuvre.

Sur le plan énergétique, le projet vise à répondre aux objectifs environnementaux fixés par la norme RE2020 et à respecter les seuils ambitieux applicables à partir de 2028.

La recherche d'utilisation des énergies renouvelables comme la géothermie est systématiquement étudiée.

De même, un potentiel maximum d'implantation d'une installation de puissance photovoltaïque est recherché.

L'implantation du nouveau bâtiment correspondra à une implantation bioclimatique sur la parcelle afin de favoriser au maximum les apports solaires gratuits qui sont nécessaires à l'atteinte de l'exigence du niveau de performance énergétique souhaitée.

La gestion des eaux est également un axe majeur dans la conception du projet et comprend les aménagements suivants :

- Le raccordement au dispositif d'assainissement collectif communal pour le traitement des eaux usées ;
- La limitation de l'imperméabilisation des sols par la mise en place de revêtements perméables permettant l'infiltration des eaux de ruissellement ;
- La gestion des eaux pluviales à la parcelle, avec recyclage d'une partie des eaux de toitures.:

L'utilisation de matériaux perméables ou semi-perméables sera privilégiée pour la cour du nouveau collège, les stationnements et les voies de circulation et de cheminements piétons.

Le projet respectera les réglementations inhérentes à toutes les activités accueillies .

7.2 Limitation de l'Impact des flux polluants sur le milieu récepteur : Traitement des eaux usées.

7.2.1 Généralités

L'assainissement collectif est régi par l'arrêté du 21 juillet 2015, qui fixe, en fonction des capacités de traitement, des performances minimales à atteindre (obligation de résultats). La priorité est donnée au rejet dans les eaux superficielles.

Selon le zonage d'assainissement, les parcelles concernées se situent en zone d'assainissement collectif.

Le site d'implantation du projet est desservi par le réseau collectif de collecte des eaux usées qui passe en limite sud de l'emprise foncière du projet.

Le projet sera raccordé sur le réseaux d'assainissement collectif après validation de la demande par le gestionnaire du réseau en respectant les prescriptions particulières du règlement.

7.3 Limitation de l'impact de l'écoulement des eaux de ruissellement : Gestion des eaux pluviales

7.3.1 Généralités

La gestion des eaux pluviales à la parcelle doit être maîtrisée et faire l'objet d'aménagements adaptés.

Dans ce cadre, la désimperméabilisation de tout ou partie des espaces extérieurs réaménagés ou créés a été prise en compte, ainsi que la possibilité de stocker les eaux de ruissellement issues des toitures afin de les recycler pour l'alimentation de sanitaires.

La gestion des eaux pluviales prend en compte la totalité des surfaces constituant le projet (toitures des bâtiments et espaces extérieurs (parvis, cours, stationnements, voiries, accès, espaces verts...), augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet.

Les eaux de ruissellement seront collectées et dirigées vers des ouvrages spécifiques permettant de stocker temporairement les volumes de ruissellement, dans le but :

- Soit de les infiltrer dans le sol (solution à privilégier si les caractéristiques du sol le permettent),
- Soit de les tamponner et de les évacuer à débit limité ou régulé vers l'exutoire existant (milieu naturel).

La conception et le dimensionnement des ouvrages sont à la charge du maître d'œuvre et devront être justifiés par la réalisation d'une étude spécifique de gestion des eaux pluviales, qui sera soumise à l'avis de l'autorité compétente, dans le cadre de l'instruction du dossier de permis de construire ou d'aménager.

Dans tous les cas, les caractéristiques des ouvrages projetés devront respecter les prescriptions du PLU en vigueur et de ses annexes sanitaires (Zonage d'assainissement pluvial).

7.3.2 Bases de dimensionnement : Surfaces interceptées du projet

Les surfaces interceptées du projet seront déterminée ultérieurement, à l'issue de la remise des plans d'esquisse par le maître d'œuvre retenu à l'issue de la consultation en cours (Marché Global de Performance Energétique).

7.3.3 Mode de gestion des eaux pluviales

L'étude géotechnique de type G1 réalisée en octobre 2022 a montré que le sol naturel en place est peu propice à l'infiltration ($K < 5 \cdot 10^{-6}$ m/s), ce qui implique que la gestion des eaux pluviales à la parcelle par infiltration n'est pas envisageable pour les pluies de fortes intensité.

Pour la gestion future des eaux pluviales à la parcelle, on s'orientera donc à priori vers des dispositifs de rétention / régulation, avec rejet à débit limité ou régulé vers le milieu naturel superficiel.

La désimperméabilisation des espaces extérieurs (cour, stationnements, voiries, accès aux bâtiments...) peut cependant être envisagée, sous réserve de prévoir la mise en place d'une couche de forme drainante sous les revêtements poreux de surface et la pose d'un réseau de drainage raccordé aux futurs ouvrages de rétention-régulation des eaux pluviales. Cela permettrait de gérer à la parcelle les pluies de faibles intensité (par évapotranspiration et infiltration lente dans le sol à l'interface avec les matériaux drainants), tout en limitant la taille des ouvrages de rétention à concevoir.

Gestion des eaux de ruissellement des stationnement et voiries : ces eaux seront collectées et envoyées vers les dispositifs de rétention-infiltration ou rétention-régulation des eaux pluviales, permettant la décantation des matières particulières. Les retours d'expérience ont en effet montré que les ouvrages compacts de type débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures peuvent être utiles pour le traitement de certaines pollutions spécifiques concentrées, mais qu'ils sont totalement inadaptés et inefficaces pour l'abattement des pollutions chroniques des eaux pluviales (eaux de ruissellement issus des zones de stationnement de véhicules légers). Ils présentent même, en cas d'entretien insuffisant, des risques de relargages particulièrement dommageables pour les milieux récepteurs.

7.3.4 Recyclage des eaux pluviales

Une partie des eaux pluviales de toitures sera collectée séparément, filtrée et stockée en vue d'un recyclage pour arrosage extérieur et alimentation des chasses d'eau de certains sanitaires.

Ces aménagements comprendront :

- La mise en place d'une cuve récupération des eaux pluviales des toitures, , équipée d'un dispositif de pompage. Cette cuve comprendra un trop-plein dirigé vers le dispositif de gestion des eaux pluviales, Cette cuve sera également équipée d'un système automatique d'appoint en eau potable alimenté par le réseau public de distribution. La sortie du réseau d'appoint en eau potable sera conçue pour éviter tout risque de contamination par l'eau pluviale recyclée, conformément à la réglementation en vigueur.
- Un circuit de distribution interne alimentant les réservoirs de chasse d'eau de l'ensemble des sanitaires du bâtiment. Un affichage sera prévu dans les sanitaires informant les usagers sur provenance de l'eau des réservoirs.
- Bacs à laver avec robinets temporisés pour lavage des mains, afin de réduire les consommations d'eau potable.

7.4 Autres mesures

7.4.1 Choix des matériaux

La mise en œuvre de matériaux à faible contenu carbone, et principalement des matériaux biosourcés est systématiquement recherchée.

Les extensions et constructions du projet utilisent massivement du bois d'œuvre, avec a minima un volume de bois de 150dm³/m² SDP d'origine française et locale, de préférence.

Une certification PEFC ou FSC est obligatoire.

Les peintures retenues sont choisies de manière à limiter les impacts sanitaires et environnementaux. Une utilisation exclusive de peinture en phase aqueuse exempte de solvants organiques est imposée. Les peintures appliquées sur les surfaces courantes doivent être « sans COV », de préférence des peintures minérales ; les peintures « techniques » (antirouille, peinture de sol), les lasures ou vernis, ainsi que les couches d'apprêt doivent contenir moins de 10 g/L de COV.

7.4.2 Sources lumineuses

Eclairage naturel :

L'ambiance lumineuse produite par l'éclairage naturel a un rôle physiologique, psychologique, esthétique et symbolique. Elle permettra aux usagers de rester en contact physique avec l'extérieur.

Les locaux dans lesquels se dérouleront des activités prolongées sont pourvus de fenêtres à la hauteur des yeux, avec vue sur l'extérieur. Des vitres coupe-feu 1/2 heure seront prévues pour les locaux attenants à des pièces à risque.

Les espaces de circulation sont aussi des espaces de communication et de détente. Il convient de prévoir leur éclairage naturel, autant par souci d'économie d'exploitation que pour la qualité de leur usage.

L'éclairage naturel sera recherché au maximum.

Eclairage artificiel :

L'éclairage des locaux sera réalisé par des luminaires économes en énergie (led par exemple) et graduables selon la lumière naturelle.

Pour limiter les consommations, les éclairagements réglementaires pourront être limités aux zones concernés (suivant position du poste de travail par exemple). Pour les grandes surfaces, des éclairages par zone sont définis.

Les liaisons extérieures pourront bénéficier d'un éclairage par balisage en raison des conditions météorologiques, notamment liées au brouillard.

Eclairage extérieur :

L'éclairage extérieur des zones de stationnements et zones de circulation routière et piétonne n'est pas prévu dans le projet.

Un éclairage extérieur sera prévu sur les points suivants :

- Entrée du garage,
- Entrée des parties publics, administratives et des locaux de vie,

La gestion énergétique sera réalisée par horloge et interrupteurs crépusculaires ou détecteurs de présence et horloge, afin de limiter au maximum la durée de fonctionnement..

7.4.3 Acoustique

Le projet doit bien entendu respecter la réglementation en vigueur. Les valeurs acoustiques seront déterminées à partir des relevés de bruit in situ. Par défaut, on considérera cependant que les niveaux de bruit résiduels ambiants sont les suivants :

Locaux	Valeurs
Isolement des parois horizontales (impact)	67 dB(A)
Niveau de pression acoustique dans les locaux de réception	38 dB(A) en continu 43 dB(A) sans intermittent
Isolement entre deux bureaux	42 dB(A)
Isolement entre circulation horizontale et bureaux	28 dB(A)
Isolement entre circulation verticale et bureaux	44 dB(A)
Isolement renforcé : - entre locaux - entre local et circulation	52 dB(A) 40 dB(A)
Niveau résiduel de bruits par rapport aux apports intérieurs et extérieurs	30 et 35 dB(A)
Niveau résiduel de bruits des installations de ventilation (hors extraction spécifiques ; forge, aspiration localisée...)	Max. 35 dB(A)
Locaux	Temps de réverbération
- Salle d'un volume inférieur à 250 m ³	0.4 s < Tr < 0.8 s
- Salle d'un volume supérieur ou égal à 250 m ³	0.8 s < Tr < 1,20 s

Les conditions d'abaissement phonique de chaque espace devront être adaptées en fonction des activités se déroulant dans les espaces mitoyens. Les menuiseries éviteront les ponts phoniques sur l'ensemble des façades.

7.4.4 Gestion de l'énergie et des émissions de gaz à effet de serre

7.4.4.1 Conception d'un bâtiment à faible consommation énergétique

Le bâtiment est conçu sous une approche passive visant à obtenir intrinsèquement la plus faible consommation d'énergie possible et à limiter les rejets atmosphériques liés au chauffage.

Le projet vise à répondre aux objectifs environnementaux fixés par la norme RE2020 et à respecter les seuils ambitieux applicables à partir de 2028.

Ces seuils dépendent des usages considérés (bureau, logement, etc.) et correspondent aux exigences suivantes :

- un niveau RE2020 -15% pour les indicateurs d'énergie Bbio, Cep Nr, Cep et seuil 2028 visé sur la partie carbone ICénergie,
- aux seuils carbone 2028 de la RE2020,
- à des besoins pour le chauffage < 15 KWh/m²/an,

Les locaux dont la consigne est en dessous de 12°C ne sont pas pris en compte dans le cadre de la RE2020 (ex : local stockage, garage, etc.).

L'objectif énergétique du projet est ambitieux : le besoin de chauffage annuel devra être inférieur à 15kWh/m²/an. Ce besoin cible traduit les performances d'un bâtiment dit passif.

Dès la conception, les moyens mis en œuvre pour atteindre ce niveau seront choisis en conséquence :

- L'architecture globale et l'enveloppe devront être pensées afin de limiter les déperditions par ponts thermiques (ex : isolation par l'extérieur à privilégier, peu de décroché, retour systématique de l'isolant, rupteurs de ponts thermiques, etc.)
- Les menuiseries seront choisies afin de limiter les déperditions et favoriser le gain calorifique des apports solaires, les menuiseries en triple vitrage sont recommandées
- Des protections solaires par l'extérieur type BSO sont recommandées pour éviter les éblouissements tout en favorisant les apports solaires en hiver
- La ventilation double flux avec récupération de chaleur est à privilégier dans les pièces hors pollution spécifique avec un rendement à minima de 80%
- Les éclairages artificiels à faible consommation avec graduation sont à privilégier
- L'indice de perméabilité à l'air utilisé sera le n50 et sa valeur devra être inférieure à 0.6vol/h.

Le concepteur réalisera ses études, depuis l'esquisse jusqu'à la phase PRO, à l'aide de simulations thermiques dynamiques (STD) et RE2020 afin d'optimiser l'efficacité énergétique du bâtiment concerné par le projet. Les STD permettront en outre de vérifier l'atteinte de l'objectif énergétique dans des conditions proches de la réalité et de s'assurer du confort d'usage.

L'utilisation de la climatisation est proscrite dans le cadre de ce projet.

7.4.4.2 Energie grise

L'ouvrage vise un niveau de performance élevé en termes de limitation d'Energie Grise¹. La localisation du site amène notamment à se questionner à chaque étape du projet sur la nécessité de transport de nouveaux produits et d'alternatives possibles (réemploi, fournisseur local, etc.).

Le recours aux composants issus de filières courtes sera privilégié, l'usage de la pierre sera notamment issu de filières locales :

- Recours à un seuil minimum de composants assemblés "localement", moins de 180km ou dans la région administrative du chantier : >15% du coût d'achat,
- Recours à un (des) composants issu(s) de filière locale (<180km) de production ou une filière de valorisation/réemploi : au moins 3 composants issus à minima de 2 lots différents.

7.4.5 Gestion des déchets

Les déchets produits sur le site s'apparentent essentiellement à des ordures ménagères.

L'objectif est de limiter au maximum la production de déchets par la mise en place :

- De containers différenciés disposés en extérieurs et dans les locaux permettant un tri à la source des déchets ;
- D'une collecte séparée des déchets organiques à destination d'une unité de méthanisation gérée par la collectivité.

¹ L'énergie grise regroupe toutes les énergies dépensées et consommées pour créer un produit, l'emballer, le transporter vers les sites de distribution, le stocker, le distribuer, le vendre, l'utiliser, l'entretenir, puis le recycler lorsqu'il est en fin de vie. Toutes ces étapes utilisent une énergie invisible appelée énergie grise.

La gestion des déchets sera réalisée selon les préconisations du service de collecte et des déchets de la collectivité. Les déchets verts seront traités séparément par l'opérateur chargé de l'entretien des espaces verts.

En phase de chantier, une charte de chantier faible nuisance sera rédigée et mise en place rappelant les règles de vie (nuisance et pollution), de tri et de valorisation des déchets durant la phase de chantier. Une formation aux entreprises pourra être envisagée pour les accompagner.

Un objectif de valorisation de 50% des déchets du chantier est recherché et la traçabilité des déchets produits est attendue, conformément aux exigences réglementaires.

En exploitation, les déchets sont principalement issus de la production pour la Demi-pension. Comme le prévoit la réglementation en matière de gaspillage alimentaire, un suivi de la production de déchets sera réalisé grâce à un système de pesée au niveau de la ligne de dérochage.

8 MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

8.1 Moyens de surveillance : Opérations d'entretien et de nettoyage / Contrôles par des organismes extérieurs habilités (SPANC)

8.1.1 Surveillance

Régulation - GTC - Instrumentation

Tous les équipements qui agissent sur la gestion climatique du bâtiment seront pilotés par une gestion technique centralisée consultable et pilotable à distance par la société d'exploitation et les services du Département en charge de la maintenance. Cet automate assurera notamment la régulation du chauffage et de la ventilation.

Le système intégrera également une gestion technique de l'énergie comprenant des relevés de température et de consommations d'énergie et de consommation d'eau.

Des visites mensuelles régulières en interne du fonctionnement des dispositifs de collecte et de traitement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales seront prévues.

Pour la gestion des eaux pluviales, les éventuels dépôts en fond des ouvrages ou l'engorgement éventuel des regards de visite et canalisations seront à surveiller.

8.1.2 Entretien et maintenance

Le projet fera l'objet d'un choix de conception abordée sur la base d'une analyse en coût global, intégrant les coûts de fonctionnement et le cycle de vie des bâtiments et installations simples et pérennes.

Les équipements techniques seront clairement étiquetés afin de faciliter leur maintenance et leur entretien.

Le suivi des performances après la réception du bâtiment sera réalisé par la maîtrise d'œuvre pendant 24 mois afin de garantir le niveau de consommation souhaitée. Ce suivi au plus près des consommations concernera les consommations d'eau, de chauffage, de rafraîchissement (local informatique) et d'électricité par usage.

Concernant l'assainissement des eaux usées, les opérations de curage et d'enlèvement des matières grasses issues du prétraitement des rejets du réfectoire seront effectuées par un hydrocureur agréé et seront gérées par le Service Maintenance du Département, conformément aux prescriptions du règlement d'assainissement communal.

Pour la gestion des eaux pluviales les opérations d'entretien et de maintenance consisteront principalement :

- à l'entretien des espaces végétalisés (tontes, taille des arbres et des végétaux, enlèvement des feuilles à l'automne, entretien du paillage...),
- à des opérations ponctuelles et régulières de vérification et de nettoyage des ouvrages hydrauliques de rétention et de leurs équipements

8.1.3 Contrôles par des organismes extérieurs

Les équipements concernés feront l'objet de contrôles réguliers et inopinés de la part d'organismes extérieurs, dans le respect de la réglementation en vigueur.

8.2 Moyens d'intervention en cas d'accident

Ce point concerne principalement le risque de pollutions des eaux de ruissellement en cas de déversement accidentel de produits polluant ou d'incendie.

Par précaution, les canalisations de rejet ou de trop-plein des dispositifs de gestion des eaux pluviales (bassin d'infiltration ou bassin de régulation) seront équipées de vannes d'isolement permettant de stocker temporairement les effluents potentiellement pollués dans les ouvrages.